

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 9/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FE Pléchâtel SAS

Parc de la Haute Borne
14 rue Hergé
59650 Villeneuve-d'Ascq

Références : UD35/2023-611
Code AIOT : 0005517854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement FE Pléchâtel SAS implanté La belle épine 35470 Pléchâtel. L'inspection a été annoncée le 25/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FE Pléchâtel SAS
- La belle épine 35470 Pléchâtel
- Code AIOT : 0005517854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Pléchâtel est composé de 4 éoliennes d'une puissance unitaire d'1 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bridage et suivi environnemental
- maintenances préventive et corrective
- procédures d'alerte en cas d'incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Suite mise en demeure | Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 1 | / | Amende | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|--|-------------------|
| 2 | Risques chiroptères | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | / | Sans objet |
| 4 | Formation : maîtrise des risques | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | / | Sans objet |
| 5 | Tests équipements mises à l'arrêt | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 | / | Sans objet |
| 6 | Contrôle des brides | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18>I | / | Sans objet |
| 7 | Contrôle des pâles | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18>II | / | Sans objet |
| 8 | Registre de maintenance | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|---|--|-------------------|
| 3 | Accès | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental effectué en 2020 avait constaté une mortalité significative et conclu à la nécessité de mettre en place un bridage.

Ce bridage n'avait pas été mis en place en 2021, ni en 2022.

Il a été mis en place en 2023 suite à un arrêté préfectoral de mise en demeure signé le 30 juin 2023. Cependant, le suivi environnemental n'a pas été mis en place conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure : les enregistrements ont été engagés trop tardivement pour que la période observée soit pertinente, et sans l'appui d'un bureau d'études chargé d'analyser les données. Le suivi environnemental devra donc être réitéré en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite mise en demeure

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental |
| Prescription contrôlée : La société FE Pléchâtel, exploitant une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sise au lieu-dit La Belle Épine sur la commune de Pléchâtel, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 août 2011 en : <ul style="list-style-type: none">• mettant en place un suivi environnemental à compter du 1er avril 2023 ;• mettant en place un bridage des 4 aérogénérateurs, respectant les recommandations du suivi environnemental de 2020, à compter du 1er août 2023. |
| Constats : L'exploitant a installé une sonde afin d'enregistrer l'activité des chiroptères à compter du 17 août 2023. L'enregistrement se fait au niveau de l'éolienne E4, chaque nuit de 21h à 9h. La sonde dispose d'une batterie de secours assurant son fonctionnement quotidien. Les données sont enregistrées sur une carte mémoire relevée périodiquement par les techniciens. Cependant, cette mise en place a été décidée par l'exploitant, et non par le bureau d'études qui exploitera les données recueillies. Ainsi, il est possible que les données ne soient pas exploitables au vu des paramètres d'enregistrement. Le technicien présent sur place le jour de l'inspection n'a pas pu indiquer si d'autres modalités de suivis sont en place : autres suivis au sol, recherche d'habitats, prospections, etc. Il est rappelé à l'exploitant que l'arrêté ministériel du 26 août 2011 prévoit que le suivi mis en place est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Concernant le bridage, l'exploitant a envoyé par mail les preuves de sa mise en place le 10 août. Le bridage ne prend en compte que le paramètre de la vitesse du vent (< 6 m/s), et non la température. Ces paramètres étant cumulatifs, il est donc plus restrictif. Le jour de l'inspection, il a été constaté que les éoliennes étaient alternativement à l'arrêt et en fonctionnement. L'écran de contrôle au pied de l'éolienne E4 visitée indiquait des vents autour de 6 m/s. Afin d'éviter les arrêts et redémarrages permanents, le démarrage des éoliennes se fait après un décompte de 60 secondes. Ainsi, les éoliennes ne démarrent qu'après une période continue de 60 secondes avec un vent supérieur à 6 m/s. Pour l'arrêt des éoliennes quand la vitesse du vent diminue, l'exploitant n'a pas mis en place un arrêt basé sur la vitesse du vent mais sur la puissance. Ainsi, les éoliennes sont arrêtées quand la puissance est inférieure à 200 kW sur une période continue de 60 secondes. Seule l'éolienne E4 a été visitée le jour de l'inspection, mais l'exploitant a déclaré que les paramètres étaient identiques sur les 3 autres éoliennes. L'exploitant a donc respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2023 concernant le bridage (après toutefois 2 années sans bridage), mais pas celles concernant le suivi environnemental. A ce titre, des projets d'astreinte et d'amende administratives avaient été proposés le 16 août 2023. Il est proposé de confirmer l'amende mais de suspendre l'astreinte à la prochaine période d'activité des chiroptères en 2024. |

| |
|--|
| <p>> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le rapport conclusif du suivi environnemental 2023 dès que possible, et au plus tard le 31 janvier 2024.</p> <p>> L'exploitant devra apporter la preuve de conventionnement avec un bureau d'études pour le suivi environnemental 2024, au plus tard au début de la période de suivi. Ce suivi aura lieu du 1er avril 2024 au 31 octobre 2024 et devra être conforme au guide en vigueur. A défaut de transmission de telles preuves, il sera proposé la signature de l'astreinte administrative.</p> <p>> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le rapport conclusif du suivi environnemental 2024 dès que possible, et au plus tard le 31 janvier 2025. A défaut de cette transmission, il sera proposé la signature de l'astreinte administrative.</p> <p>> Il est rappelé à l'exploitant que les données brutes collectées lors de la réalisation des suivis doivent être versées dans « DEPOBIO » : https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/ et l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt de ces données brutes sur la plateforme, au plus tard un mois après la fin de la période de suivi.</p> <p>> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les courbes de puissance ou autres justificatifs permettant d'assurer que les éoliennes sont bien arrêtées dès que le vent a une vitesse inférieure à 6 m/s. À défaut, un bridage selon la vitesse du vent devra être mis en place, comme pour le démarrage des éoliennes.</p> <p>> A la fin de la période de bridage, le 1er novembre 2023, l'exploitant devra transmettre un rapport à l'inspection des installations classées comportant la liste des arrêts et leur analyse : nombre d'arrêts sur la période, fréquence des arrêts, etc. Un rapport similaire sera transmis à la fin de la période de bridage 2024.</p> <p>> L'exploitant doit d'ores et déjà prévoir la mise en place d'un bridage en 2024. Ce bridage sera identique à celui prévu en 2023, sauf transmission de nouveaux rapports concluant à des paramètres différents.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |

N° 2 : Risques chiroptères

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques chiroptères</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. [...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le suivi environnemental a été évoqué au point précédent.</p> <p>Le technicien présent le jour de l'inspection a indiqué n'avoir trouvé qu'un seul cadavre de chiroptères, en 2020, en présence du bureau d'études effectuant le dernier suivi environnemental.</p> |

| |
|--|
| <p>Il n'y a pas de vérification régulière de la présence de chiroptère, et il n'y a pas de procédure applicable en cas de découverte d'un cadavre de chiroptère.</p> <p>> L'exploitant devra mettre en place une procédure applicable en cas de découverte d'un cadavre de chiroptère. Cette procédure devra être présentée aux technicien-ne-s intervenants sur le parc et transmise à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement.</p> <p>La découverte d'un cadavre de chiroptère constitue un tel accident.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |

N° 3 : Accès

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Accès</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'entretien autour des plateformes est effectué par l'exploitant mais pas celui des routes communales d'accès.</p> <p>Il est à noter que le jour de l'inspection, un camion de pompiers s'est déplacé sur le parc suite à un appel indiquant « de la fumée blanche sortant des éoliennes ». Ce déplacement a permis de confirmer la maîtrise de l'adresse et de l'accès du parc par les services de secours.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Formation : maîtrise des risques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation : maîtrise des risques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter les procédures d'urgence en place.</p> <p>Les procédures d'urgence avaient été demandées lors de l'inspection de février 2023 mais n'avaient pas été transmises.</p> |

| |
|---|
| <p>La fuite d'huile était due à la défaillance d'un flexible au niveau de la boîte de vitesse. Tous ces flexibles ont donc été remplacés.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que ce type d'incident doit être déclaré à l'inspection des installations classées.</p> <p>> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, les procédures d'urgence complétées sur les parties contact (quels acteurs doivent être contactés), surtout en cas d'incident qui se produirait la nuit.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |

N° 5 : Tests équipements et mises à l'arrêt

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Tests équipements mises à l'arrêt</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse ont été effectués en février 2023. Il n'a pas pu présenter les preuves de leur réalisation. Ces éléments avaient déjà été demandés lors de l'inspection de février 2023.</p> <p>> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les rapports permettant de s'assurer de la réalisation de ces tests, en 2022 et en 2023 et des suites qui y ont été éventuellement données.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit pouvoir s'assurer que la périodicité de ces tests n'excède pas un an, et que les résultats doivent être enregistrés.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |

N° 6 : Contrôle des brides

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18>I</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les brides sont contrôlées aléatoirement chaque année et entièrement tous les 3 ans. Il n'a toutefois pas pu présenter les preuves de contrôle des</p> |

brides en 2022 et 2023. Ces éléments avaient déjà été demandés lors de l'inspection de février 2023.

> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, le protocole de contrôle des brides, sa fréquence et le dernier rapport de contrôle. L'exploitant doit apporter la preuve à l'inspection que les brides sont bien contrôlées et à une fréquence n'excédant pas trois ans.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Contrôle des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18>II

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des pâles

Prescription contrôlée :

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le contrôle des pales a été effectué par la société MDWind en juin 2023. Cependant, il n'a pas pu présenter les preuves de contrôle et ce contrôle n'apparaît pas dans le tableau de suivi global. Ces éléments avaient déjà été demandés lors de l'inspection de février 2023.

> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les derniers rapports de contrôle des pales, permettant de s'assurer du respect de la périodicité de ces contrôles. Il devra détailler le protocole de contrôle : qui l'effectue, avec quels outils (jumelles, drones, etc.) et quelles suites sont données.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté sur l'écran de son téléphone portable un tableau de suivi en ligne. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que le tableau consigne l'ensemble des opérations de maintenance effectuées, avec les dates ajoutées et non remplacées pour visualiser la fréquence des contrôles. Tous les éléments prévus aux articles 18 et 19 doivent y figurer. Lors de l'inspection, le dernier contrôle des pales n'y figurait pas.

> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, des extraits du registre de maintenance permettant de visualiser l'ensemble des éléments devant y figurer. Il devra montrer que les dates des différents contrôles sont ajoutées et non remplacées. D'une façon plus générale, les constats n° 5 à 8 mettent en évidence les difficultés pour les opérateurs d'accéder « depuis le pied de l'éolienne » à la documentation, aux modes opératoires et aux enregistrements de maintenance préventive et curative pourtant indispensables à la bonne réalisation de leurs tâches.

Type de suites proposées : Susceptible de suites